



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2016



REMERCIEMENTS

Le présent rapport d'activité est un reflet partiel des nombreux services et projets conduits ou mis en place par nos adhérents et notre Secrétariat aux quatre coins du monde en 2016. Des activités et prestations tournées vers les communautés qui en ont le plus besoin, pensées pour et par ces dernières, qui ne pourraient tout simplement pas voir le jour sans l'engagement inconditionnel de milliers de militants-es et volontaires portant quotidiennement les combats et valeurs de Coalition PLUS sur le terrain. A ces alliés-es de tous les jours et compagnons-es de route, nous tenons à adresser nos plus chaleureux remerciements.

En 2016, Coalition PLUS a été financée dans une très large mesure par les dons privés, ainsi que par son membre français AIDES, ce qui lui permet de revendiquer une certaine indépendance dans la poursuite de ses activités. Toutefois, outre les ressources indispensables provenant des programmes de collecte de dons qu'elle mène dans différents pays, notre union a pu compter sur le précieux soutien de bailleurs de fonds, contribuant ponctuellement ou durablement au financement de ses programmes. A ces partenaires et donateurs, privés ou institutionnels, nous tenons à exprimer notre plus sincère reconnaissance.

Les idéaux que nous défendons n'ont de valeur que parce que vous les partagez avec nous. Merci.



Coalition PLUS est labellisée « Don en confiance » par le Comité de la Charte. À ce titre, elle respecte les règles de la Charte sur le don en confiance en matière de transparence financière et de bonne gestion des dons.

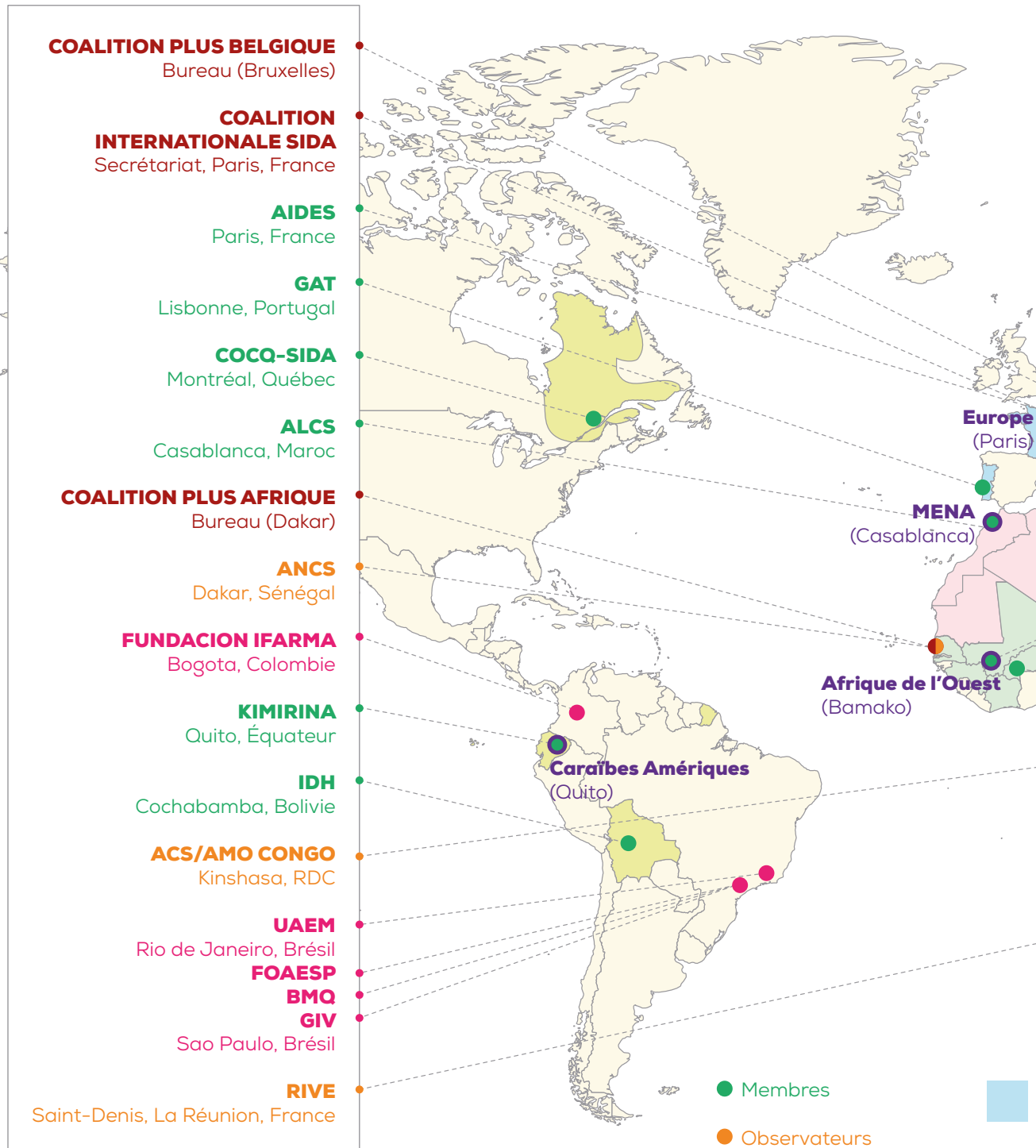


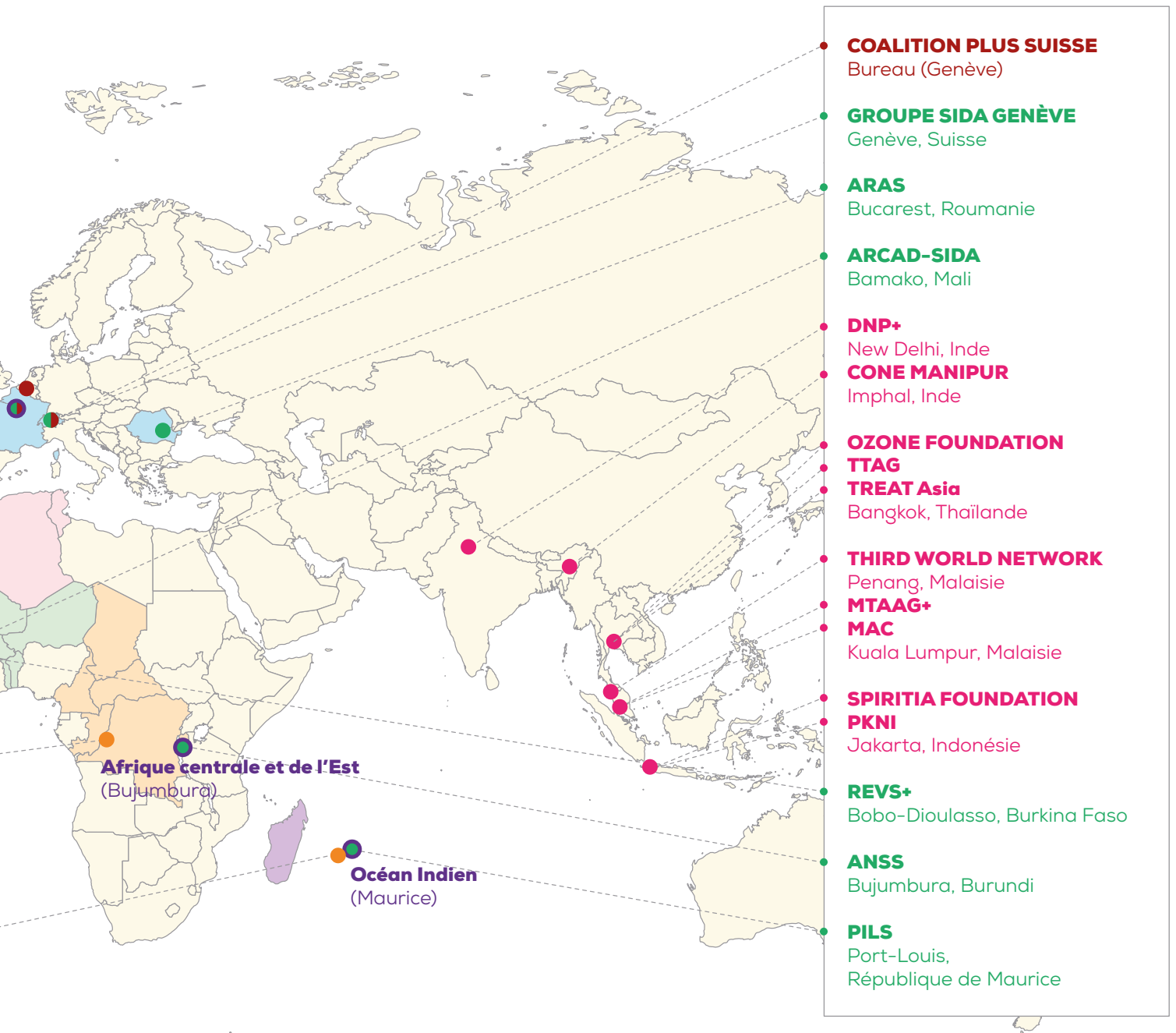
SOMMAIRE

NOTRE RÉSEAU EN 2017	Rabat
COALITION PLUS	03
MOT DE LA PRÉSIDENTE	04
VIE ASSOCIATIVE	05
Assemblée générale 2016	05
L'ANCS et RIVE, nouveaux partenaires de Coalition PLUS	05
PLATEFORMES SOUS-RÉGIONALES	06
Plateformes africaines	06
Plateforme Europe	07
Plateforme Amériques	07
PLAIDOYER DÉCENTRALISÉ	08
Témoignages des plaideurs-ses décentralisés-es	09
SECRETARIAT DE COALITION PLUS	10
Recherche communautaire	10
Plaidoyer	12
Mobilisation	14
Appui technique	16
RAPPORT FINANCIER	18
Résumé	18
Charges et produits	19
Commentaires sur le bilan 2016	19
Bilan actif	20
Bilan passif	21
Compte de résultat 1/2	22
Compte de résultat 2/2	23
Emplois	24
Evolution des emplois 2009-2016	24
Ressources	25
Evolution des ressources	25
DEVENIR DONATEUR	26
Agissons ensemble : vos dons font nos actions !	26



NOTRE RÉSEAU EN 2017





- COALITION PLUS SUISSE**
Bureau (Genève)
- GROUPE SIDA GENÈVE**
Genève, Suisse
- ARAS**
Bucarest, Roumanie
- ARCAD-SIDA**
Bamako, Mali
- DNP+**
New Delhi, Inde
- CONE MANIPUR**
Imphal, Inde
- OZONE FOUNDATION**
- TTAG**
- TREAT Asia**
Bangkok, Thaïlande
- THIRD WORLD NETWORK**
Penang, Malaisie
- MTAAG+**
- MAC**
Kuala Lumpur, Malaisie
- SPIRITIA FOUNDATION**
- PKNI**
Jakarta, Indonésie
- REVS+**
Bobo-Dioulasso, Burkina Faso
- ANSS**
Bujumbura, Burundi
- PILS**
Port-Louis,
République de Maurice

Plateforme Europe
(France, Portugal, Roumanie, Suisse)

Plateforme MENA
(Algérie, Maroc, Mauritanie, Tunisie)

Plateforme Afrique de l'Ouest
(Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Togo)

Plateforme Afrique centrale et de l'Est
(Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Congo, RDC, Rwanda, Tchad)

Plateforme Océan Indien
(République de Maurice, Madagascar, Seychelles, Comores, Rodrigues, Mayotte, Réunion)

Plateforme Caraïbes Amériques
(Équateur, Bolivie, Québec, Guyane française, Martinique, Guadeloupe, Saint-Martin)

UN RÉSEAU FORT À L'INTERNATIONAL POUR QUE PERSONNE NE SOIT OUBLIÉ...

Coalition PLUS intervient actuellement dans près de 40 pays auprès d'une centaine d'organisations de la société civile. A travers le principe de gouvernance partagée qui la régit, l'union implique 15 organisations adhérentes, du Nord et du Sud, dans la prise de décision stratégique. A travers les différents programmes de son Secrétariat et ses 6 plateformes sous-régionales d'interventions, elle a pour objectif de renforcer les capacités de ses membres et partenaires, tout en organisant des espaces privilégiés de partage de connaissances et d'expertise.

UN MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE POUR METTRE FIN AU SIDA...

Coalition PLUS a été créée en 2008 avec l'ambition de bâtir une union internationale d'organisations non gouvernementales (ONG) qui mettrait au centre de ses actions la démarche communautaire. Objectif : faire en sorte que les personnes infectées, affectées ou vulnérables au VIH/sida soient systématiquement impliquées dans les processus décisionnels, de réalisation et d'évaluation liés aux programmes de lutte contre la pandémie. Coalition PLUS s'est en effet construite sur une vision commune à tous ses membres : ce sont les personnes qui vivent avec le VIH ou les plus exposées au virus qui sont les plus légitimes à exprimer leurs besoins. Elles doivent par conséquent être impliquées dans tous les dispositifs thérapeutiques, de prévention, de gouvernance, de recherche ou encore de plaidoyer qui les concernent. Placer ces personnes au cœur de la lutte, reconnaître leur expertise communautaire à sa juste valeur, c'est non seulement pouvoir compter sur leur responsabilisation accrue, mais également gagner en efficacité des actions engagées.

MOT DE LA PRÉSIDENTE



Professeur de médecine, ancien chef d'un service hospitalier, Hakima Himmich a joué un rôle de pionnière et de leader en matière de lutte contre le sida, aussi bien au Maroc et en France qu'au sein des plus hautes instances internationales. Son expertise technique reconnue et son activisme pour la défense des droits des personnes vivant avec le VIH lui ont valu d'être distinguée par les ordres du Ouissam alaouite et de la Légion d'honneur de la République française. Présidente de l'Association de lutte contre le sida (ALCS), membre marocain de Coalition PLUS, elle a entamé en 2016 son troisième mandat à la tête de notre union, une responsabilité qu'elle endosse depuis 2012.

À nouveau, 2016 aura été marquée par des crises et des épisodes de violences. Les tensions persistantes au Burundi et en République Démocratique du Congo, la crise migratoire en Méditerranée, les attentats et le prolongement de l'état d'urgence en France, le Brexit, tous ces événements ont contribué à créer un climat d'incertitude. En particulier les orientations populistes et isolationnistes de Donald Trump, élu Président des Etats-Unis en novembre dernier, ont fait naître l'inquiétude chez les acteurs de la lutte mondiale contre le sida : des préoccupations renforcées par l'annonce récente de coupes budgétaires susceptibles de toucher le Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme et le Fonds du Président américain pour le VIH/sida (PEPFAR), jusqu'ici sanctuarisés.

Face à l'adversité, notre mouvement communautaire fait front commun. Les obstacles qui se dressent aujourd'hui sur la route vers l'élimination du sida d'ici à 2030 nous inquiètent. Nous devons redoubler d'efforts pour atteindre nos objectifs. Plus que jamais, les récents événements soulignent la nécessité pour l'ensemble des forces progressistes de rallier la cause des plus vulnérables contre l'offensive conservatrice à l'œuvre.

Nos ambitions sont à portée de main, nous avons toutes les raisons de le croire.

Avec le développement de la prophylaxie pré-exposition (PrEP), nous disposons d'un nouvel outil de prévention, à même de ralentir la dynamique de l'épidémie à VIH. Reste à convaincre les Etats, les populations et l'ensemble des acteurs des systèmes de santé d'adopter et promouvoir son utilisation, au Nord comme au Sud. C'est en ce sens que Coalition PLUS et ses membres plaident aujourd'hui sans relâche, en se fondant sur l'expertise communautaire et scientifique que nous avons perfectionnée depuis tant d'années.

Le traitement de l'hépatite C, un virus silencieux mais meurtrier qui touche plus de 2 millions de personnes vivant avec le VIH dans le monde, a aussi connu ces dernières années une véritable révolution thérapeutique, digne de celle de l'arrivée des trithérapies au milieu des années 1990. Révolution gâchée par l'industrie pharmaceutique dont les pratiques tarifaires excluent de la guérison des millions de personnes infectées. Là encore, Coalition PLUS construit des alliances et se mobilise pour que ces médicaments innovants soient accessibles à tous.

En matière de gestion financière également, Coalition PLUS et ses membres montrent leur excellence, qui contribue à asseoir leur légitimité dans la lutte mondiale contre le sida.

Dans ce contexte de bouleversements, notre union poursuit sa montée en puissance : les réalisations détaillées dans ce rapport le démontrent.

Pour cette réussite, je voudrais adresser mes remerciements à nos donateurs-trices et partenaires pour leur soutien précieux. J'adresse aussi mes remerciements à la direction générale de Coalition PLUS et à l'ensemble des équipes pour l'excellent travail qu'ils réalisent. Surtout, je voudrais assurer nos militants-es, qui sont la chair et l'âme de notre mouvement et sans lesquels-les nos luttes n'auraient que peu de sens, de toute mon amitié et ma solidarité.

H. Himmich
Présidente de Coalition PLUS





ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2016



Les principes d'égalité entre associations membres et de décentralisation des activités, chers à Coalition PLUS, expliquent que les réunions de son Conseil d'administration (CA), de même que ses Assemblées générales (AG) soient organisées de manière successive dans les différents pays dans lesquels notre union est représentée, plutôt que systématiquement en son siège parisien. Ainsi, en 2016, c'est l'association PILS en République de Maurice qui a co-organisé notre AG annuelle. Un grand merci à nos collègues mauriciens-nes pour leur fabuleux accueil !



L'ANCS ET RIVE NOUVEAUX PARTENAIRES DE COALITION PLUS

En 2016, l'Alliance nationale des communautés pour la santé (ANCS) et RIVE ont rejoint Coalition PLUS en tant qu'organisations partenaires. À partir de 2017, ces structures ont vocation à devenir observatrices en vue d'intégrer à court terme notre union en tant que membres réguliers.



Créée en 1994, l'ANCS dispose d'un excellent ancrage et d'une solide expertise communautaire dans la lutte contre le VIH/sida au Sénégal. Ses missions s'inscrivent plus largement dans la lutte contre le VIH et les autres infections sexuellement transmissibles, la question des droits humains, le développement ou encore l'environnement. Depuis sa création, l'association a appuyé sur le plan technique et financier de très nombreuses organisations communautaires. Récipiendaire principal du Fonds mondial pour la composante VIH, sa contribution a été notamment reconnue par le Ministère sénégalais de la Santé et de l'Action sociale, qui salue son apport considérable dans les résultats obtenus par le Sénégal dans la lutte contre le sida.



Fondée en 1994 pour répondre au besoin d'accompagnement des patients-es séropositifs-ves en fin de vie et de leurs proches, Rive est une structure communautaire historique, dont l'expertise est reconnue à La Réunion et dans toute la zone de l'Océan Indien. Aujourd'hui, l'association poursuit son œuvre de santé publique et de défense des droits humains à travers l'accueil, l'écoute, le soutien et l'accompagnement psycho-social des personnes vivant avec le VIH, mais pas uniquement : son champ d'action couvre les pathologies chroniques diverses telles que les hépatites virales, l'insuffisance rénale ou encore les conduites addictives. Enfin, elle mène des actions de prévention, d'éducation à la vie affective et sexuelle, de réduction des risques liés à la sexualité, de dépistage mais aussi de formation des soignants.

PLATEFORMES SOUS-RÉGIONALES



PLATEFORMES AFRICAINES

Initié en 2104, le programme Transfert visait l'accompagnement à la création et le renforcement des capacités de 4 plateformes sous-régionales d'appui aux associations de lutte contre le VIH/sida sur les régions Moyen-Orient et Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale et de l'Est, et Océan Indien. Financé par l'Agence française de développement (AFD) à 60% et AIDES – membre français de Coalition PLUS – à 40% pour un montant total de près de 2 500 000 € sur 3 ans, ce programme a abouti avec succès fin 2016. Porté par AIDES durant toute sa phase de réalisation, il a donné naissance aux plateformes africaines du réseau Coalition PLUS, qui s'articulent désormais autour de plusieurs de ses associations membres chargées de leur coordination. Ce travail permet ainsi à notre union d'asseoir son poids politique international, tout en soutenant un nombre beaucoup plus important d'associations communautaires alliées de l'union dans les sous-régions où celles-ci interviennent.



Plateforme Moyen-Orient et Afrique du Nord

MENA

Les 4 associations constituant pour l'heure la plateforme sous-régionale Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) sont l'APCS (Algérie), l'ATL-MST Sida (Tunisie), SOS Pairs Educateurs (Mauritanie) et l'ALCS (Maroc). Cette dernière, membre marocain de Coalition PLUS, est chargée de la coordination du dispositif.

Plateforme Afrique de l'Ouest

PAO

Réunissant 8 pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal et Togo), ainsi que 19 associations pour l'heure, la plateforme Afrique de l'Ouest (PAO) est pilotée par ARCAD-SIDA, membre malien de Coalition PLUS, en lien avec REVS+ au Burkina Faso.

Plateforme Afrique centrale et de l'Est

PACE

Pilotée par l'ANSS, membre burundais de Coalition PLUS, la plateforme sous-régionale Afrique centrale et de l'Est (PACE) regroupe pour l'heure 16 associations bénéficiaires et couvrira à terme jusqu'à 7 pays (Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Congo, RDC, Rwanda et Tchad).

Plateforme Océan Indien

PFOI

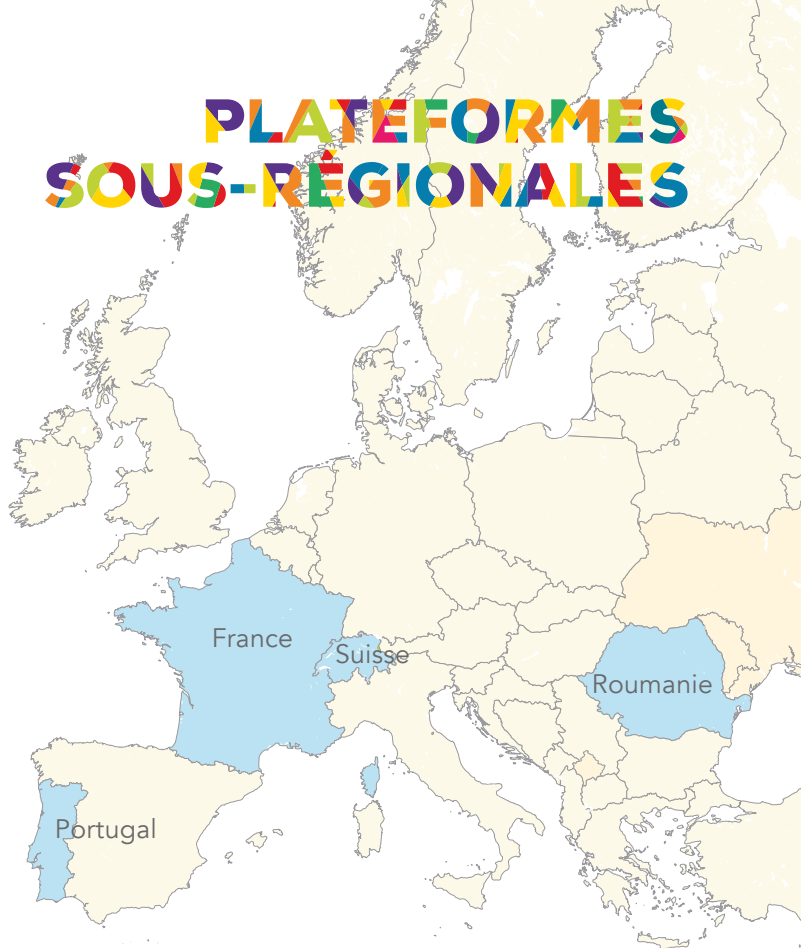
La plateforme Océan Indien (PFOI) devrait à terme se structurer autour de 7 pays/territoires (République de Maurice, Madagascar, Seychelles, Comores, Rodrigues, Mayotte et Réunion). Totalement intégrée dans la structure de PILS, membre mauricien de Coalition PLUS qui la pilote, sa gouvernance est assurée par son CA en lien direct avec un comité de pilotage composé de représentants des associations.

PLATEFORMES SOUS-RÉGIONALES



PLATEFORME EUROPE

Après le lancement de nos 4 plateformes africaines (voir p. 6), facilité par l'obtention de financements de l'AFD via AIDES dans le cadre du projet Transfert, les membres européens de Coalition PLUS ont décidé en 2014 de mettre en place une plateforme Europe répondant à leurs besoins et attentes spécifiques. Depuis lors, les quatre associations – ARAS (Roumanie), AIDES (France), GAT (Portugal) et Groupe sida Genève (Suisse) – développent des actions communes de plaidoyer et de renforcement des capacités. Coordonnée par AIDES, notre plateforme européenne a notamment pour domaines d'activité l'accès aux traitements contre le VIH et l'hépatite C, ainsi que les droits fondamentaux des communautés les plus vulnérables à ces épidémies.



Le Comité de pilotage de la plateforme Europe s'est réuni à plusieurs reprises tout au long de l'année 2016 à Lisbonne, Genève, Paris et Bucarest. Ces réunions ont notamment permis de lancer des projets découlant d'un plan stratégique commun.

ARAS a ainsi commencé à structurer son activité de plaidoyer en Roumanie et à prospecter sur les possibilités de financements européens mobilisables pour les activités de la plateforme.

Aux côtés des plaideurs-ses de Coalition PLUS, GAT a quant à elle participé aux activités en lien avec la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (UNGASS) sur les drogues, en avril 2016, visant à promouvoir l'abandon des politiques répressives à l'égard des consommateurs de produits psychoactifs et la généralisation de mesures de Réduction des risques (RDR) ayant fait leurs preuves (échange de seringues, salles de consommation à moindre risque, distribution de produits de substitution aux opiacés comme la méthadone, etc.). Notre membre portugais pilote par ailleurs désormais l'élaboration d'une stratégie sur la problématique de l'accès aux nouveaux traitements contre l'hépatite C en Europe, en parfaite complémentarité avec les objectifs du projet UNITAID porté par Coalition PLUS à l'international (voir pp. 12-13).

Le Groupe sida Genève a poursuivi pour sa part l'élaboration de recommandations destinées à promouvoir une réponse plus efficace, humaine et solidaire aux personnes migrantes demandant un permis de séjour pour raison de santé en Europe. Un questionnaire sur les situations légales rencontrées a ainsi été envoyé aux membres de la plateforme, afin de documenter les cas critiques en la matière. Ce projet devrait aboutir à la production d'un document de référence en 2017.

Enfin, avec l'embauche d'un chargé de mission en février, AIDES a pu mettre en place une enquête en ligne destinée à identifier les besoins et pistes de plaidoyer sur la PrEP en Europe (voir p. 10).

PLATEFORME CARAÏBES AMÉRIQUES

Nos membres en Amérique du Sud et du Nord ont également initié une réflexion en 2016 autour de la création d'une plateforme Amériques et Caraïbes. Les associations IDH (Bolivie), AIDES (Région Caraïbes), COCQ-SIDA (Québec) et Kimirina (Equateur) se sont ainsi réunies pour identifier les opportunités offertes par un tel rapprochement. Un certain nombre de champs prioritaires, de thématiques spécifiques et d'actions à mener collectivement ont émergé à cette occasion, et animeront dès 2017 cette nouvelle plateforme dont notre membre équatorien assurera la coordination.


PLAIDOYER DÉCENTRALISÉ



Établissement public au cœur du dispositif français de coopération, l'Agence française de développement (AFD) agit depuis plus de soixante-dix ans pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement dans les pays du Sud. Au moyen de subventions, de prêts, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement, elle finance des projets, des programmes, des études et accompagne ses partenaires du Sud dans le renforcement de leurs capacités.

Placée à la fois sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE), du ministère de l'Économie et des Finances (MINEF), du ministère de l'Intérieur et du ministère des Outre-mer, l'AFD est « l'opérateur pivot » du dispositif français d'aide publique au développement (APD). L'agence présente une originalité par rapport à ses homologues en Europe et même dans le reste du monde, car elle a un double mandat : celui d'une banque de développement et celui d'une agence de coopération.

Pour en savoir plus sur l'Agence française de développement (AFD) : www.afd.fr



Co-financé par l'Agence française de développement (AFD), le projet Plaidoyer décentralisé porté par Coalition PLUS vise à baser des postes salariés de plaideurs-ses dans chacune des 4 plateformes africaines du projet Transfert piloté par AIDES jusqu'en décembre 2016 (voir p. 6). Coalition PLUS compte ainsi 4 collaborateurs-rices basés-es hors siège et hébergés-es au sein de certaines de ses organisations membres africaines : ARCAD-SIDA (Mali), ALCS (Maroc), ANSS (Burundi) et PILS (République de Maurice), en charge du plaidoyer à la fois national, régional et auprès des instances internationales. Par ailleurs, la création de Coalition PLUS Afrique à Dakar en 2016 (voir p. 17) a permis d'y salarier un plaideur supplémentaire, qui aura désormais la charge de mettre en œuvre un plan d'action dédié au plaidoyer international de Coalition PLUS. Du Sénégal, le plaideur sera en effet à même de tisser des liens avec les acteurs institutionnels et médiatiques fortement représentés dans la capitale dakaroise, considérée comme une place stratégique pour le plaidoyer africain. La situation du Burundi reste quant à elle des plus préoccupantes depuis avril 2015 et la réélection du Président de la République pour un troisième mandat contesté, qui maintient le pays dans une situation de crise et de tensions. Ceci a notamment un effet déplorable sur l'offre de services de l'ANSS et la file active de patients qui en dépend. Un service minimum a été maintenu quelques mois avant de reprendre à la normale en fin d'année, grâce à l'engagement sans faille des salariés et volontaires de l'association, consistant en des consultations pédiatriques, le renouvellement d'ordonnances et l'hospitalisation de jour. Même si elle a disparu des écrans occidentaux, cette situation de violences persiste, rendant chaotique le travail de notre plaideuse sur place et l'obligeant à se consacrer à un plaidoyer d'urgence, destiné notamment à assurer l'approvisionnement en traitements antirétroviraux.



SIÈGE

Alexandra Phaëton
Responsable du Pôle
Coordination interna-
tionale et Méthodologie

Les associations membres de Coalition PLUS ont toujours mené des actions de plaidoyer, via leurs leaders qui sont des personnalités pionnières de la lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales dans leurs pays respectifs. L'enjeu est maintenant de développer une approche professionnelle du plaidoyer avec des moyens humains et financiers entièrement consacrés à cette activité très chronophage. Auparavant, le plaidoyer national était mené le plus souvent de manière réactive, afin de colmater des maux criants. Le plaidoyer international quant à lui était très peu porté par les acteurs africains francophones. C'est pourquoi quatre des membres africains de Coalition PLUS ont décidé de salarier des chargés-es de plaidoyer décentralisés. La création de postes de plaideurs-ses au Sud permet non seulement une plus grande capacité de travail de la part de salariés-es bien armés-es, mais répond surtout à un impératif de légitimité. En développant une équipe de plaidoyer multi-pays, dynamique et solidaire, Coalition PLUS engage son fondement communautaire au cœur de son action de plaidoyer : ce sont les plaideurs-ses du Sud avec toute la crédibilité de leur expérience nationale, qui peuvent enfin, directement, faire entendre leur voix au niveau international.



MAROC

Morgane Ahmar
Chargée de plaidoyer

Nous avons récemment réalisé des consultations avec des travailleuses du sexe marocaines bénéficiaires des programmes de l'ALCS pour discuter des principales barrières qu'elles rencontrent à l'accès au dépistage et à la prévention. Ce que nous avons entendu est effrayant ! Fouilles policières pour chercher des pilules ou préservatifs allant jusqu'à la fouille des poubelles situées devant leurs logements, chantage aux rapports non tarifés pour éviter l'incarcération, peur d'être physiquement violentées en cas de séropositivité... Ces recueils de témoignages ont concrètement confirmé l'urgence de lutter contre ces violations des droits humains, mais également le besoin de mettre en place des stratégies innovantes de prévention et de dépistage pour compléter les stratégies traditionnelles comme le préservatif. Nous sommes d'ailleurs sur le point de mettre en place un projet pilote au Maroc, qui permettra à des femmes travailleuses du sexe séro-négatives d'accéder à la PrEP, un traitement préventif du VIH utilisant des anti-rétroviraux et permettant une réduction du risque de transmissions du VIH. Avec toutes les innovations actuelles qui sont mises en place pour lutter contre le VIH, il faut permettre aux personnes les plus exposées au risque d'infection de choisir les méthodes de prévention qui leur conviennent le mieux.



RÉPUBLIQUE DE MAURICE

Nathalie Rose
Chargée de plaidoyer

En 2014, les programmes de Réduction des risques à destination des injecteurs de drogues ont été menacés à Maurice. Le nouveau ministre de la Santé ne croyait pas en effet à l'efficacité des traitements de substitution et multipliait les obstacles dans l'accès aux outils de prévention (méthadone distribuée à proximité des postes de police, obligation de présenter une pièce d'identité pour avoir accès à du matériel stérile d'injection, enregistrement des noms des bénéficiaires, etc.). Les effets de cette nouvelle politique ne se sont pas fait attendre : en 2015, les nouvelles infections à VIH ont augmenté de plus de 20% chez les personnes consommatrices de drogues injectables de l'île. L'association PILS – membre de Coalition PLUS – a alors décidé de conduire un travail spécifique sur ce sujet et de mener un plaidoyer auprès des différents partis politiques du pays. Notre stratégie a plus particulièrement consisté à démontrer à nos décideurs qu'il fallait impérativement passer d'une politique répressive des drogues à une politique sanitaire et sociale centrée sur les besoins et droits fondamentaux des consommateurs. Ce travail a porté ses fruits : le programme de méthadone mauricien est aujourd'hui sauvé – même s'il n'est pour l'heure plus possible d'y inscrire de nouveaux bénéficiaires, malgré la forte demande – et PILS a réussi à conserver le principe de confidentialité sur les sites d'échange de seringues.



MALI

Fatoumata Konaté
Chargée de plaidoyer

Le financement de la lutte contre le VIH/sida au Mali est à l'origine de nombreux problèmes. Lorsque l'on regarde les taux, c'est en effet plus de 80% de la lutte qui sont financés par des bailleurs internationaux, tels que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Il faut mener deux combats de front : plaider à l'international pour l'augmentation des financements à la hauteur des besoins et en parallèle plaider pour l'augmentation des budgets nationaux et contre le désintérêt graduel des nationaux dans la lutte contre l'épidémie. Cette dépendance flagrante pose la question cruciale de la pérennité des actions menées. Que feraient les Maliens vivant avec le VIH, si les financements internationaux venaient à diminuer ou à s'arrêter ? Les députés maliens sont les principales cibles de notre plaidoyer national en faveur d'un engagement plus fort de l'Etat dans la réponse à l'épidémie.



RECHERCHE COMMUNAUTAIRE

Prévention du VIH : évaluer les besoins en matière de prophylaxie pré-exposition (PrEP) pour éclairer les politiques de santé publique en Europe



Pour élargir l'offre de prévention et de dépistage partout en Europe, Coalition PLUS, ses membres et partenaires se mobilisent afin de généraliser et faciliter l'accès à la PrEP pour toutes les populations concernées. Cela passe notamment par un travail de recherche communautaire approfondi, susceptible d'appuyer ensuite des actions de plaidoyer.

La prophylaxie pré-exposition (PrEP) est une stratégie efficace de prévention du VIH, comme le démontrent de nombreuses études. Au-delà de constituer une protection individuelle, la PrEP représente un vrai moyen de ralentir la dynamique de l'épidémie à VIH. Autorisée et disponible aux Etats-Unis depuis 2012 et en France depuis 2016, la PrEP peine pourtant à être intégrée dans les politiques de santé publique en Europe. Seule la Norvège a suivi l'exemple de la France, et ce, malgré les recommandations internationales (OMS) et l'autorisation de l'Agence Européenne du Médicament en août 2016.

Afin de mieux comprendre les barrières et les leviers vis-à-vis de l'utilisation de ce nouvel outil de prévention, et ainsi éclairer l'élaboration de politiques publiques de santé sexuelle, Coalition PLUS et AIDES ont conduit, de juin à juillet 2016, l'enquête en ligne Flash ! PrEP in Europe, en partenariat avec l'Université d'Amsterdam et un ensemble d'associations européennes de lutte contre le VIH, dont ARAS et GAT, membres de Coalition PLUS. Diffusée dans 10 langues et 12 pays, l'étude visait à évaluer le niveau de connaissances et d'intérêt des publics européens pour la PrEP, ainsi que la portée de son utilisation informelle, hors cadre de prescription. Grâce au travail de terrain des associations membres et partenaires, l'enquête a connu un large retentissement et a pu toucher près de 16 000 personnes à travers l'Europe, de l'Irlande à la Roumanie, en passant par le Danemark, le Portugal ou la Grèce.

Les premiers résultats, dévoilés le 1^{er} décembre 2016, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, ont permis de montrer à la fois une large compréhension de ce qu'est la PrEP et de réelles et fortes attentes des répondants-es concernant l'accès à ce nouvel outil de prévention. En réalité, les besoins sont tels que la PrEP est déjà utilisée hors cadre de prescription par un certain nombre de répondants-es.

Or pour être efficace, ce nouvel outil doit être intégré dans une offre globale de dépistage, de suivi et d'accompagnement et prescrit par un médecin généraliste ou au sein d'un centre de santé. Par ailleurs, la PrEP reste encore peu connue et difficile d'accès pour certaines des populations les plus exposées au risque d'infection par le VIH. Un travail d'information, de recherche et de pédagogie reste à mettre en place, notamment pour que les personnes migrantes d'origine africaine ou caribéenne, les femmes ou encore les travailleurs-ses du sexe puissent se l'approprier.



RECHERCHE COMMUNAUTAIRE

Travail du sexe : documenter les pratiques et connaissances des travailleurs-ses du sexe sur internet pour proposer des stratégies de prévention et de prise en charge adaptées dans 7 pays de Coalition PLUS



Alors que ce groupe présente un risque important d'infection à VIH, peu d'études sont aujourd'hui disponibles sur les travailleurs-ses du sexe assignés-es garçon à la naissance (hommes cisgenres¹ et femmes transgenres²). Par ailleurs, le travail du sexe, comme beaucoup d'autres secteurs, a évolué avec la révolution numérique, et la prise de contact avec les clients se fait de plus en plus via des sites spécialisés et applications de rencontres.

En 2016, Coalition PLUS et 7 associations membres (ALCS - Maroc, ARAS - Roumanie, GAT - Portugal, Kimirina - Equateur, IDH - Bolivie, PILS - République de Maurice et Rézo - Canada, membre de la COCQ-SIDA) ont donc décidé de lancer le « Projet SexTra » : dans chacun des 7 pays concernés, une enquête en ligne sera conduite auprès des travailleurs-ses du sexe assignés-es garçon à la naissance qui rencontrent leurs clients sur internet, afin de documenter leurs pratiques sur le plan de la sexualité et de la consommation de substances et d'identifier leurs besoins en matière de prévention.

Ainsi, au cours du premier trimestre 2016, sur la base d'un guide d'entretien fourni par le programme Recherche communautaire de

Coalition PLUS, des consultations locales ont été organisées par chacune des associations, afin de pouvoir recueillir les impressions des travailleurs-ses du sexe sur un tel projet et identifier leurs recommandations pour la mise en œuvre.

Suite à ces consultations, en mai 2016, un atelier de restitution a été organisé avec un-e représentant-e de chaque association à Pantin (France). Les échanges, très riches, ont permis la mise en place collective et concertée d'un protocole d'étude. Depuis, la conception d'une plateforme web, qui permettra aux participants à l'étude de répondre à un questionnaire en ligne, a été engagée. Dernièrement, l'étude a été approuvée sur le plan éthique en Bolivie, en Equateur et en France ; des démarches similaires d'approbation éthique sont en cours dans les autres pays. Le lancement de SexTra devrait avoir lieu courant 2017 pour une valorisation des résultats dans des articles scientifiques à partir de 2018.

Retrouvez l'ensemble de nos publications en libre téléchargement sur notre site : <http://www.coalitionplus.org/actualite/nos-publications/>

1 Cis- : qualifie une personne dont l'identité de genre est en concordance avec le genre (« sexe ») déclaré à l'état civil.

2 Trans- : qualifie une personne dont l'identité de genre est différente du genre (« sexe ») déclaré à l'état civil.



PLAIDOYER

Hépatite C : construire des partenariats locaux pour promouvoir l'accès au traitement dans les pays émergents

Les hépatites virales, dont l'hépatite C, sont l'une des principales causes de mortalité chez les personnes vivant avec le VIH : Coalition PLUS se devait d'apporter sa contribution pour éliminer cette épidémie meurtrière. Ainsi, depuis 2015, avec le soutien d'Unitaid, elle agit pour promouvoir l'accès universel au traitement contre le virus de l'hépatite C (VHC). En effet, les coûts exorbitants imposés actuellement par l'industrie pharmaceutique – 84 000 dollars US pour une cure de 3 mois aux Etats-Unis – constituent un vrai frein au traitement à grande échelle des personnes infectées.

Dans le monde, en 2015, moins d'une personne diagnostiquée sur dix a pu bénéficier d'un traitement ! Pourtant, dans certains pays, comme l'Inde ou l'Egypte, des génériques sont aujourd'hui accessibles pour une centaine d'euros. Leur exportation massive reste toutefois interdite. En réalité, il revient aux Etats de prendre les mesures nécessaires pour faire baisser les prix, à travers, par exemple, la réalisation d'économies d'échelle via la généralisation du dépistage et du traitement ou encore la mise en place de licences, volontaires ou obligatoires, permettant la fabrication de génériques.

Afin de construire un véritable mouvement de la société civile pour sensibiliser les gouvernements et le grand public au coût économique et social de l'épidémie de VHC et ainsi rendre les traitements accessibles à tous, Coalition PLUS a constitué, tout au long de l'année 2016, un réseau d'organisations partenaires dans plusieurs grands pays émergents : le Brésil, la Colombie, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Maroc et la Thaïlande. Coalition PLUS accompagne chacune de ces organisations dans leur plaidoyer, en facilitant les prises de contact, le partage de connaissances et l'échange d'expériences au quotidien et dans le cadre d'événements scientifiques et politiques régionaux et internationaux. En outre, grâce à l'expertise de ses partenaires, Coalition PLUS dispose de données de terrain pour son plaidoyer international et d'informations qui lui permettent d'avoir une vision d'ensemble des batailles menées actuellement dans le monde pour garantir l'accès universel au traitement de l'hépatite C.

L'année 2017 verra la montée en puissance de Coalition PLUS sur ce sujet, avec l'organisation d'événements internationaux et une participation au Sommet mondial sur les hépatites, du 1^{er} au 3 novembre 2017 à Sao Paulo, Brésil.



Unitaid a pour mission de trouver de nouvelles façons de prévenir, de traiter et de diagnostiquer plus rapidement, à moindre frais et plus efficacement le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Unitaid transforme les idées révolutionnaires en solutions pratiques visant à éradiquer plus rapidement les trois maladies. L'organisation a été créée en 2006 par le Brésil, le Chili, la France, la Norvège et le Royaume-Uni dans le but d'aborder le sujet de la santé dans le monde de façon innovante. Unitaid joue un rôle important dans le cadre des efforts déployés à l'échelle mondiale pour combattre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, en facilitant et en accélérant la mise à disposition d'outils sanitaires améliorés, notamment des médicaments et des produits de diagnostic.

Pour en savoir plus : <http://www.unitaid.eu/>



PLAIDOYER

Au-delà du seul prix du médicament, l'accès au traitement de l'hépatite C pour les personnes co-infectées VIH/VHC est limité par des facteurs sociaux et politiques : en effet, 3 sur 5 sont des usagers-ères de drogues injectables (UDI), une population stigmatisée et souvent visée par une violente répression.



Aujourd'hui, l'accès au traitement de l'hépatite C n'est pas un droit universel : il y a une véritable dichotomie entre celles et ceux qui ont contracté la maladie par voie nosocomiale, qui sont considérés-es comme des victimes et sont, de fait, prioritaires dans l'accès au traitement, et les personnes co-infectées, souvent issues de populations clés (usagers-ères de drogues injectables, travailleurs-ses du sexe, hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, etc.). Dans un contexte où le prix du médicament est prohibitif, les communautés les plus vulnérables sont donc les dernières à être incluses dans ces programmes de lutte contre le VHC.

Maria Donatelli,
Responsable Sénior du Plaidoyer Hépatites de Coalition PLUS



Réunion de haut niveau sur le VIH/sida à l'ONU : agir pour inclure les populations clés dans les politiques de lutte contre le VIH/sida partout dans le monde



Travailleurs-ses du sexe (TDS), usagers-ères de drogues injectables (UDI), personnes transgenres, détenus-es et hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH) : ces populations représentent près de la moitié des nouvelles infections dans le monde depuis 2010 (ONUSIDA). Pourtant, en raison des politiques répressives appliquées par certains États, de la stigmatisation et des discriminations quotidiennes, ils et elles sont des millions à ne pas avoir accès à des services de prévention et de soin adaptés. À l'occasion de la réunion de haut niveau sur le VIH/sida, qui a lieu tous les 5 ans au siège de l'ONU à New York, il était donc vital que Coalition PLUS et ses membres et partenaires se mobilisent pour l'inclusion de ces populations dans la lutte mondiale contre le sida.

Dans ce cadre, malgré l'offensive de certains États conservateurs qui ont tout fait pour exclure les premiers-ères concernés-es des discussions, des avancées importantes ont pu être obtenues pour les populations les plus vulnérables à l'épidémie de VIH : la reconnaissance des personnes transgenres comme population clé, la légitimation de l'approche en termes de réduction des risques (RdR) pour les injecteurs de drogue et la reconnaissance des besoins de financement pour mettre fin au sida d'ici 2030 sont autant de succès à porter à l'actif de nos associations.

Mieux encore, Coalition PLUS et ses membres ont pu obtenir un long échange avec la ministre de la Santé française, Marisol Touraine : une discussion qui s'est avérée fructueuse, puisque la France est l'un des seuls États à avoir dénoncé publiquement la quasi-absence des populations clés dans la déclaration finale. Face à la dérive conservatrice inquiétante observable au niveau mondial, Coalition PLUS et ses membres continueront à se saisir des grands événements internationaux pour plaider la cause des plus vulnérables.



MOBILISATION

AFRAVIH 2016 : valoriser les travaux de recherche communautaire dans les grandes conférences scientifiques

Tous les deux ans, la conférence internationale francophone sur le VIH et les hépatites de l'AFRAVIH (Alliance Francophone des acteurs de santé contre le VIH et les hépatites) réunit les institutions, chercheurs et activistes du Nord et du Sud pour quatre journées d'échanges. Un événement incontournable pour Coalition PLUS, qui rassemble des associations communautaires pionnières de la lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales dans le monde francophone.

Pour cette 8^{ème} édition, qui s'est déroulée en avril 2016 à Bruxelles, l'union a tout mis en œuvre pour peser dans le débat scientifique et politique qui fait aujourd'hui avancer la lutte mondiale contre le VIH et les hépatites virales. A cet effet, le système de tutorat mis en place par Coalition PLUS pour valoriser les travaux de recherche menés par son Secrétariat et ses membres a, en définitive, permis de présenter une trentaine de communications sur des sujets aussi variés que l'engagement communautaire, les populations clés, la prévention et les conséquences de la stigmatisation et des discriminations sur l'accès au diagnostic et aux soins.

Afin de permettre aux communautés concernées de suivre la conférence, voire d'y participer, certaines interviews et communications ont été retransmises en direct sur les réseaux sociaux de Coalition PLUS.



Dr. Alou Coulibaly,
médecin
à l'association
ARCAD-SIDA
au Mali



Les méthodes classiques de prévention ne sont pas suffisantes. Mieux vaut investir en amont dans la prévention innovante et ciblée que de payer à vie des traitements.



Serge Douomong Yotta,
Directeur exécutif de l'association Affirmative au Cameroun
et porte-parole du réseau Africagay contre le sida (AGCS)

C'est injuste que les homosexuels au Nord aient accès à plusieurs outils de prévention alors qu'au Sud, nous n'avons que le préservatif pour nous protéger du VIH. Pourtant, nous avons la même sexualité, les mêmes pratiques et revendiquons les mêmes droits. [...] En offrant une alternative au préservatif, telle que la PrEP, on sera capable de réduire les nouvelles infections. Il est urgent d'agir pour sauver des vies.





MOBILISATION

Campagne « PrEP arons un monde sans sida » : faire entendre nos voix pour promouvoir la PrEP au Nord et au Sud



Pour l'AFRAVIH 2016, dans un contexte où le développement d'outils de prévention innovants offre un nouvel espoir de vaincre l'épidémie de VIH, Coalition PLUS et ses membres ont souhaité frapper un grand coup pour promouvoir l'accès universel à la PrEP (prophylaxie pré-exposition). En effet, malgré les recommandations favorables de l'OMS et de l'ONUSIDA, celle-ci reste non-autorisée dans une grande majorité de pays au Nord comme au Sud. Or, sans autorisation, la PrEP est largement utilisée de manière informelle, en dehors de tout cadre, avec tous les risques engendrés par des prescriptions « sauvages ». Pour promouvoir et encadrer l'utilisation de ce nouveau moyen de prévention à l'efficacité démontrée, Coalition PLUS a orchestré la campagne « PrEP arons un monde sans sida » en amont de la conférence, afin de rassembler un maximum de soutiens, notamment au sein de la communauté scientifique.

Pour ce faire, différentes initiatives ont été mises en place, avec l'aval des organisateurs de l'AFRAVIH, préalable indispensable au succès de la campagne. Ainsi, l'AFRAVIH a relayé l'Appel de Bruxelles pour l'accès à la PrEP (<http://appel-bruxelles-prep.org/>), ce qui a permis d'obtenir une large adhésion de la part des participants à la conférence et de figures scientifiques et institutionnelles de la lutte contre le VIH/sida comme Françoise Barré-Sinoussi, Mark Dybul, Michel Sidibé ou encore Michel Kazatchkine.

En outre, les chercheurs de Coalition PLUS ont su démontrer dans un article publié par The Lancet HIV que, contrairement aux idées reçues, l'Afrique subsaharienne était prête à l'introduction de la PrEP dans le cadre de centres de santé sexuelle communautaires proposant une offre de prévention globale, illimitée et gratuite aux populations les plus vulnérables au VIH. La publication de cet article dans une revue scientifique renommée a permis de crédibiliser la campagne en lui offrant un ancrage scientifique solide.

Les activistes de Coalition PLUS n'ont pas été en reste : lors de la cérémonie d'ouverture de l'AFRAVIH, ils et elles sont montés-es en nombre sur scène pour faire entendre avec force le message du réseau en faveur de l'accès universel à la PrEP, au Nord comme au Sud.

Grâce à l'activisme de Coalition PLUS et de ses membres et au sérieux de leurs travaux de recherche communautaire, ce message a rencontré un large écho dans la communauté scientifique, dans les cercles institutionnels et dans les médias francophones.





APPUI TECHNIQUE

Gestion des subventions du Fonds mondial : mutualiser et consolider les compétences pour valoriser la place de la société civile dans la réponse à l'épidémie



Expertise France est l'agence française d'expertise technique internationale, issue de la fusion le 1^{er} janvier 2015 de 6 opérateurs d'assistance technique français (ADECRI, Adetef, FEI, GIP ESTHER, GIP Inter, GIP SPSI). Sa mission est de participer à la politique de coopération, d'aide au développement et d'influence économique de la France.

L'agence promeut l'expertise publique française pour construire des politiques publiques qui répondent aux défis institutionnels, économiques, démographiques, sociaux et environnementaux des pays partenaires. Avec un volume d'activité de 120 millions d'euros, plus de 300 projets en portefeuille dans 80 pays, et 63 000 jours d'expertise délivrés en 2015, Expertise France est l'agence publique de référence de la coopération technique internationale française.

Pour en savoir plus sur Expertise France : www.expertisefrance.fr

Profondément convaincue que la lutte mondiale contre le sida a tout à gagner d'une montée en puissance de la société civile au Sud, Coalition PLUS conduit, depuis 2015, aux côtés de PILS, membre mauricien de l'union, et Sidaction, un projet de renforcement des capacités en gestion financière pour positionner 6 de ses associations membres et partenaires au Burkina Faso, au Burundi, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Maroc et au Sénégal comme acteurs de référence auprès du Fonds mondial.

Ainsi, avec le soutien d'Expertise France, Coalition PLUS a mené, tout au long de l'année 2016, plusieurs missions d'appui technique à la gestion financière dans les différents pays du projet. Des missions d'échange entre les équipes financières des différentes associations ont également été organisées afin de partager outils et bonnes pratiques. Enfin, un atelier d'échange et de capitalisation d'expériences en gestion financière a eu lieu en octobre 2016 au siège de Coalition PLUS à Pantin en présence des équipes financières des associations membres et partenaires au Sénégal (ANCS), en République de Maurice (PILS), au Maroc (ALCS) et au Mali (ARCAD-SIDA), et de la directrice de Kimirina (Equateur), Amira Herdoiza. Les discussions fructueuses ont pu faire émerger des solutions aux problématiques rencontrées sur le terrain ; l'expertise et l'expérience de PILS, de l'ANCS et de Kimirina, récipiendaires principaux du Fonds mondial dans leurs pays respectifs, se sont révélées particulièrement éclairantes. Courant 2017, un guide basé sur les témoignages des associations communautaires et visant à donner aux associations les clés pour devenir récipiendaire principal du Fonds mondial, sera édité.

A travers ces activités de renforcement des capacités en gestion financière, Coalition PLUS mène un travail essentiel de plaidoyer pour la valorisation de la place des acteurs de la société civile dans la réponse à l'épidémie au Sud.



INITIATIVE 5%
SIDA, TUBERCULOSE, PALUDISME

Le Canal 2 de l'Initiative 5% vise à financer des projets de 2 à 3 ans répondant à des besoins programmatiques ou à des problèmes structurels des pays bénéficiaires du Fonds mondial. Les subventions sont attribuées suivant un mécanisme concurrentiel d'appels à projets. Deux thématiques d'appels à projets sont définies par an, qui s'inscrivent dans une logique de renforcement des capacités des pays.

Pour en savoir plus : www.initiative5pour100.fr



APPUI TECHNIQUE

Création de Coalition PLUS Afrique à Dakar

Coalition PLUS Afrique a été créée en janvier 2016 et son siège basé à Dakar. En effet, seul le Sénégal permet de créer une structure de droit national avec gouvernance internationale dans cette zone géographique. Ce nouveau bureau jouera un rôle important dans la visibilité, le pilotage et la mise en œuvre des actions des membres africains de Coalition PLUS.

D'ores et déjà intégré dans plusieurs plateformes et réseaux de la société civile d'Afrique de l'Ouest et du Centre, il donnera également l'opportunité à notre union de tisser de nouveaux liens avec d'autres partenaires susceptibles d'accompagner nos actions à l'international.



Aujourd'hui encore, l'Afrique subsaharienne reste très touchée par l'épidémie de VIH/sida : au niveau mondial, le continent concentre 70% des personnes vivant avec le VIH. La situation est particulièrement alarmante en Afrique de l'Ouest et Centrale, où moins d'une personne infectée sur trois a accès aux antirétroviraux et où vivent près de la moitié des enfants nés avec le VIH dans le monde. C'est pour répondre à cette urgence sanitaire, tout en continuant de porter les principes essentiels de respect des droits humains et d'autonomie de la société civile au Sud, que Coalition PLUS a établi son bureau à Dakar.

Aliou Sylla
Directeur Coalition PLUS Afrique





RÉSUMÉ

Les comptes annuels 2016 ont été audités et certifiés par le cabinet DEIXIS de commissariat aux comptes. Ils laissent apparaître un résultat excédentaire de près de 498 K€ (soit 10% du budget réalisé), généré par une hausse de +33% des ressources, contre +23% des emplois entre 2015 et 2016, rétablissant ainsi des fonds propres excédentaires. Cet excédent est affecté à l'apurement du report à nouveau débiteur (-268 513 €), le solde (229 063 €) étant inscrit en report à nouveau créditeur.

RÉSULTAT COMPTABLE (K€)	Réalisé 2016	Budget 2016	Réalisé 2015
Total des ressources	5 627	6 506	4 220
Total des emplois	5 130	6 406	4 170
RÉSULTAT	+498	+100	+49

Les hausses de produits par rapport à 2015 concernent notamment l'augmentation de l'apport de notre membre français AIDES (+300 K€), des dons issus de la collecte de rue (+310 K€) et des subventions (+783 K€). La structure des ressources indique la continuité de leur diversification avec une augmentation de la part des subventions (25% du total du budget contre 14% en 2015) et une diminution de la part de l'apport des membres par rapport à l'exercice précédent (45% contre 52%). Les dons issus de la collecte maintiennent leur place dans la structure des produits pour atteindre près de 30% des ressources de Coalition PLUS.

L'augmentation des charges est liée principalement à la progression des activités à hauteur de +28% – en particulier la montée en charge du projet « Accès aux médicaments VIH/VHC » financé par UNITAID –, à l'augmentation du soutien au réseau Coalition PLUS (+8%), ainsi qu'à la croissance des charges indirectes de fonctionnement (+29%) accompagnant la hausse générale du volume des activités et dont près du tiers est financé par des bailleurs. En 2016, Coalition PLUS a engagé 65% de ses emplois dans les activités courantes (plaidoyer, recherche, vie associative, appui en gestion, communication, collecte, etc.), 26% dans le soutien au réseau Coalition PLUS et environ 8% dans le fonctionnement.

En matière de santé financière, ce résultat excédentaire contribue à rétablir intégralement les fonds associatifs de Coalition PLUS, c'est-à-dire les ressources qui lui appartiennent en propre. Ceux-ci avaient en effet été creusés par le fort investissement en collecte de rue en 2013. Ils se situent désormais à +235 K€ contre -266 K€ l'année précédente. Les prêts octroyés par Coalition PLUS à son membre suisse le Groupe sida Genève, de même qu'à ses bureaux Coalition PLUS Suisse et Coalition PLUS Belgique, pèsent cependant sur la structure financière de Coalition. La trésorerie nette est quant à elle excédentaire de +739 K€ au 31 décembre 2016, grâce aux importants versements de bailleurs intervenus en fin d'année.





CHARGES ET PRODUITS

L'exercice 2016 se solde par un résultat excédentaire de +498 K€. Les ressources (5,63 M€) ont en effet progressé de +33%, soit plus vite que les emplois +23% (5,13 M€). Cet excédent représente 10% du budget réalisé au cours de l'exercice. Une différence d'environ +200 K€ avec le résultat anticipé lors de la projection à mi-exercice s'explique principalement par des sous-consommations sur des lignes budgétaires non financées par des bailleurs (ex : apport à Coalition PLUS Afrique), ainsi que par un changement de présentation comptable sur le projet Plaidoyer décentralisé permettant d'adapter les charges au réel du niveau de consommation sur le projet chez les membres le mettant en œuvre.

RÉPARTITION DES CHARGES PAR NATURE (K€)	2016	2015	Variation
Autres charges de gestion	1 518,93	1 403,80	8%
Services extérieurs	1376,48	1148,7	20%
Autres services extérieurs	1 044,67	753,9	39%
Charges du personnel	1 058,53	742,7	43%
Impôts, taxes, versements assimilés	64,88	36,8	76%
Charges financières	24,34	25,3	-4%
Charges exceptionnelles	6,70	23,3	-71%
Dotations aux amortissement & provisions	12,00	18	-33%
Achats	23,47	17,5	34%
TOTAL GENERAL	5 130	4 170	23%

RÉPARTITION DES PRODUITS PAR NATURE (K€)	2016	2015	Variation
Autres produits de gestion courante	4 139,98	3 530,00	17%
Subventions d'exploitation	1389,51	605,1	130%
Reprise sur amortissement et provisions	13,06	54,2	-76%
Transferts de charges	65,45	28,9	126%
Produits exceptionnels	7,51	1	651%
Produits financiers	11,96	0,5	2292%
TOTAL GENERAL	5 627,46	4 220	33%



COMMENTAIRES SUR LE BILAN 2016

Les Fonds associatifs sont les ressources qui appartiennent à Coalition PLUS. Le résultat excédentaire 2016 de +498 K€ contribue à reconstituer intégralement ces fonds, que l'exercice 2013 avait détériorés par l'investissement important en collecte de rue. Les Fonds associatifs de Coalition PLUS se situent désormais à +235 K€, gage de pérennité pour Coalition PLUS et d'assurance pour nos partenaires financiers (bailleurs, banque, etc.).

Le Fonds de roulement est également un indicateur de santé financière. Nous pouvons noter une nette dégradation de cet indicateur à -1090 € en 2016 contre -596 K€ en 2015, liée à la hausse du volume des prêts octroyés au Groupe sida Genève, ainsi qu'à nos bureaux Coalition PLUS Suisse et Coalition PLUS Belgique dans le cadre d'opérations de collecte de rue et dont les échéances de remboursement interviendront à plus d'un an.



BILAN ACTIF

RUBRIQUES	Brut	Amortis- sements Provisions	Net 31.12.16	Net 31.12.15
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concession, brevets et droits similaires	7 971	7 971	0	0
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres immobilisations corporelles	40 260	32 926	7 334	5 674
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
Participations				
Autres titres immobilisés	8 799		8 799	8 799
Prêts	2 081 694		2 081 694	1 058 894
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE I	2 138 724	40 897	2 097 826	1 073 366
STOCKS ET EN-COURS				
Stocks de matières premières				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours de production de services				
Stocks de produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
CREANCES D'EXPLOITATION (3)				
Avances, acomptes versés sur commandes	4 854		4 854	9 951
Créances usagers et comptes rattachés	56 558		56 558	13 251
Autres créances	3 965 408		3 965 408	5 967 699
DISPONIBILITES ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	751 055		751 055	111 126
Charges constatées d'avance (3)	18 352		18 352	5 891
ACTIF CIRCULANT II	4 796 228	0	4 796 228	6 107 918
Charges à répartir sur plusieurs exercices III				
Primes remboursement des emprunts IV				
Ecart de conversion actif V				
TOTAL GENERAL I à V	6 934 952	40 897	6 894 054	7 181 284
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an			399 425	231 700
(3) Dont à plus d'un an				



BILAN PASSIF

RUBRIQUES	31.12.16	31.12.15
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
<i>dont legs et dons, avec contrepartie d'actifs immobilisés,</i>		
<i>subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables</i>		
Ecart de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-268 513	-317 953
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (4)	497 576	49 440
Autres fonds associatifs		
Report à nouveau des résultats sous contrôle des tiers financeurs		
Ecart de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	5 492	2 232
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (commodat)		
TOTAL I	234 555	-266 281
COMPTES DE LIAISON II		
Provisions pour risques et charges		
TOTAL III	0	0
FONDS DEDIES		
Sur subventions de fonctionnement	7 196	10 058
Sur autres ressources		
TOTAL IV	7 196	10 058
DETTES (1)		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	512 250	629 425
Emprunts et dettes financières divers (3)	11 562	4 067,33
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	396 648	375 150
Dettes fiscales et sociales	128 529	74 789
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 027 402	553 042
Produits constatés d'avance (1)	4 575 911	5 801 035
TOTAL V	6 652 303	7 437 508
Ecart de conversion passif VI		
TOTAL GENERAL I à VI	6 894 054	7 181 284
(1) Dont à moins d'un an (à l'exception des av. & acpt. reçus sur commandes en cours)	1 763 380	1 158 996
(1) Dont à plus d'un an (à l'exception des av. & acpt. reçus sur cdes en cours)	2 812 531	4 642 039
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(4) Dont compte 1201 : Excédent		
Dont compte 1291 : Déficit		
Résultat sous contrôle de tiers financeurs		



COMPTE DE RÉSULTAT (première partie)

RUBRIQUES	31.12.16	31.12.15
Ventes de marchandises		
Prestations de services		
Produits des activités annexes		
MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION	0	0
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	1 389 514	605 067
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	65 446	28 930
Collectes	1 623 849	1 313 382
Cotisations	12 100	12 100
Autres produits	2 504 026	2 204 522
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	I 5 594 935	4 164 001
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)		
Autres achats et charges externes	2 444 496	1 920 425
Impôts, taxes et versements assimilés	64 881	36 751
Salaires et traitements	743 670	519 273
Charges sociales	314 860	223 416
Autres charges de personnel		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	4 806	4 975
Dotations aux provisions sur immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant		
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres charges	1 518 934	1 403 756
TOTAL DES CHARGE D'EXPLOITATION	II 5 091 647	4 108 595
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION	I-II 503 289	55 405



COMPTE DE RÉSULTAT (deuxième partie)

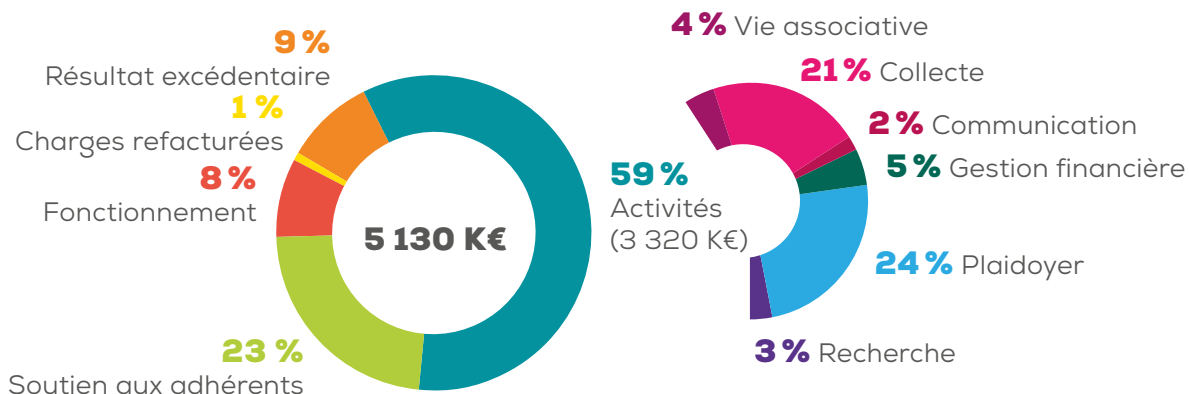
RUBRIQUES		31.12.16	31.12.15
1- RESULTAT D'EXPLOITATION	I-II	503 289	55 405
Bénéfice attribué ou perte transférée	IV		
Perte supportée ou bénéfice transféré	IV		
PRODUITS FINANCIERS			
De participation			
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		86	285
Autres intérêts et produits assimilés		91	102
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Différences positives de change		11 783	119
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	V	11 961	507
CHARGES FINANCIERES			
Dotations financières aux amortissements et provisions		0	3 000
Intérêts et charges assimilées		21 674	25 174
Différences négatives de change		2 664	135
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	VI	24 338	28 309
2 - RESULTAT FINANCIER	V-VI	-12 377	-27 802
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	I-II + V-VI	490 912	27 603
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion		7 506	984
Sur opérations en capital			
Reprises sur provisions et transferts de charges		3 000	0
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	VII	10 506	984
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion		3 704	23 253
Sur opérations en capital		3 000	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		0	0
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	VIII	6 704	23 253
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	VII-VIII	3 802	-22 269
TOTAL DES PRODUITS	I+III+V+VII	5 617 403	4 165 491
TOTAL DES CHARGES	II+IV+VI+VIII	5 122 689	4 160 157
5 - SOLDE INTERMEDIAIRE	I-II + V-VI	494 714	5 334
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		10 058	54 164
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		7 196	10 058
EXCEDENT OU DEFICIT		497 576	49 440

RAPPORT FINANCIER



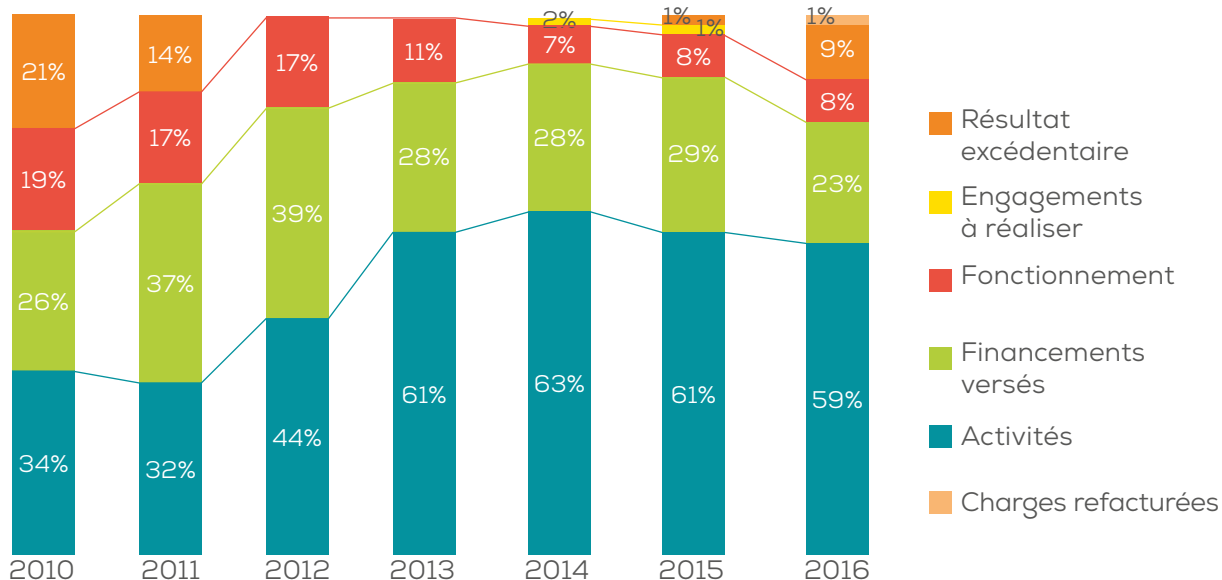
EMPLOIS

(exprimés en pourcentages arrondis au nombre entier le plus proche)



Le volume général des emplois de Coalition PLUS augmente de +23% entre 2015 et 2016. Une hausse importante des charges d'activités de +28% est à souligner, liée au passage en rythme de croisière du projet « Accès aux médicaments VIH/VHC » financé par UNITAID. Les charges de la collecte sont également en hausse de +25%, en raison d'un investissement de 13 811 heures de rue en France, ainsi que d'un travail de qualification de notre base de données donateurs en vue d'augmenter le niveau général des dons. A noter que le volume d'heures investies hors France sous forme de prêts est lui passé à 7 234 heures en Belgique via Coalition PLUS Belgique et à 4 236 heures en Suisse hors Genève via Coalition PLUS Suisse. Le programme piloté par le Groupe sida Genève en 2016 dans le canton de Genève (Suisse), s'élève quant à lui à 3 228 heures. Une légère hausse de 8% du soutien financier au réseau Coalition PLUS apparaît en 2016, principalement en raison des charges liées au développement de notre nouveau bureau Coalition PLUS Afrique. Par ailleurs, les charges de fonctionnement progressent de +29% par rapport à 2015, en raison du renforcement du service financier et de l'augmentation naturelle des charges indirectes liées à la hausse du volume global des activités. Le niveau du fonctionnement par rapport au total des emplois demeure cependant faible à 8%, soit au même niveau que l'exercice précédent. Soulignons qu'un tiers des charges indirectes de fonctionnement sont prises en charge par des bailleurs au travers de contributions aux frais administratifs, en nette progression par rapport à l'année précédente. Il s'agit principalement du soutien d'UNITAID au service financier de Coalition PLUS.

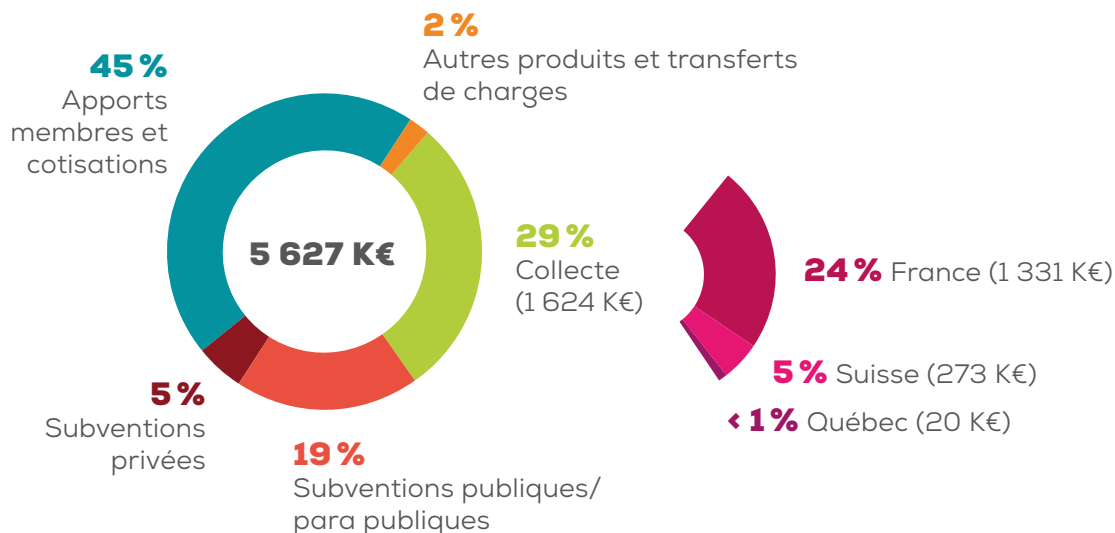
ÉVOLUTION DES EMPLOIS





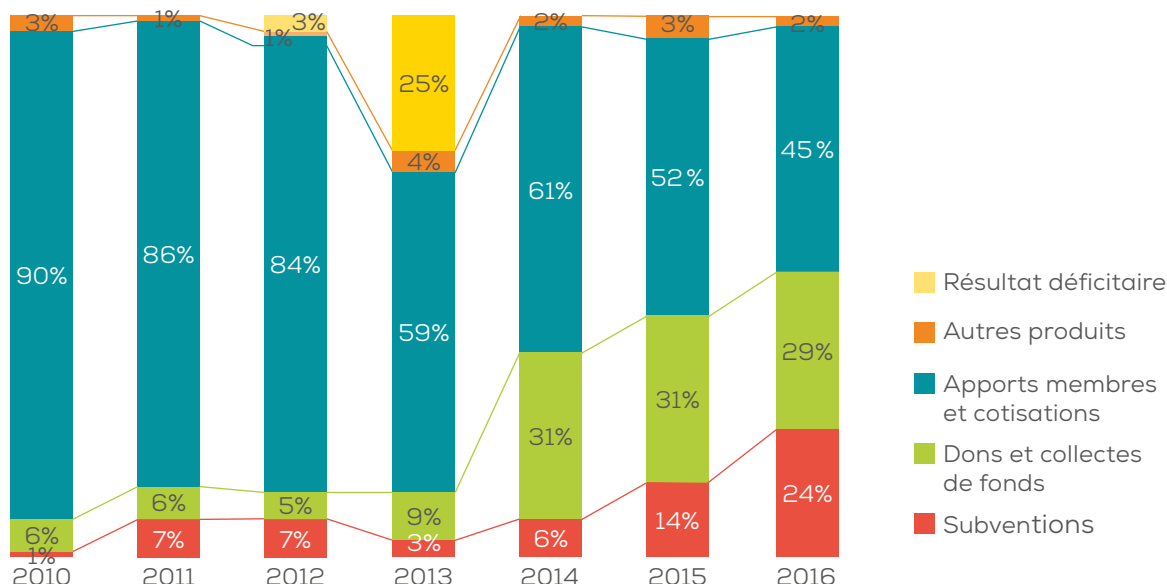
RESSOURCES

(exprimés en pourcentages arrondis au nombre entier le plus proche)



Nous assistons en 2016 à une augmentation de +33% des ressources de Coalition PLUS par rapport à l'année précédente. Les investissements dans la collecte de rue continuent de porter leurs fruits, puisque les produits issus des dons ont augmenté de plus de +24% entre 2015 et 2016 et représentent près du tiers de nos ressources. Les ressources liées à notre programme de collecte québécois diminuent quant à elles progressivement, en raison de l'arrêt de ce dernier et donc de l'effritement progressif et naturel de la base de données donateurs québécoise (phénomène d'attrition). Le montant des subventions accordées à Coalition PLUS a été multiplié par 2,3 entre 2015 et 2016 ; ce qui représente la plus forte augmentation des postes de ressources. Leur part dans les ressources totales augmente par ailleurs progressivement pour atteindre 24% en 2016, soutenant ainsi la stratégie de diversification des ressources de Coalition PLUS. Enfin, l'apport des membres diminue en proportion du total des ressources, passant de 52% à 45% malgré l'augmentation de la contribution de notre membre français AIDES (+300 K€).

ÉVOLUTION DES RESSOURCES



DEVENIR DONATEUR



AGISSONS ENSEMBLE : VOS DONNS FONT NOS ACTIONS !

Devant l'ampleur de la tâche et les énormes besoins des populations les plus vulnérables à l'épidémie de VIH/sida, Coalition PLUS multiplie ses sources de financement et les pérennise. C'est pourquoi nous avons besoin de votre générosité et de votre engagement. Vos dons permettent concrètement à Coalition PLUS de développer ses programmes et d'apporter un appui aussi précieux qu'indispensable à ses adhérents dans leurs actions de recherche communautaire, de plaidoyer, de prévention et de soutien aux malades sur le terrain. N'hésitez pas à contacter nos services donateurs pour toute question ou demande.



Coalition Internationale Sida, PLUS

IBAN : FR76 4255 9000 0341 0200 3710 419

BIC : CCOPFRPPXXX

Service donateurs :

Tour Essor – 14 rue Scandicci
93508 Pantin Cedex
Tél : + 33 (0) 1 77 93 97 25
Email : dons@coalitionplus.org



Coalition PLUS Belgique

IBAN : BE95 3631 4543 3958

BIC : BBRU-BE-BB

Service donateurs :

Rue des Pierres, 29/010
1000 Bruxelles
Tél : + 32 (0) 2 502 89 48
Email : servicedonateurs@coalitionplus.org



Coalition PLUS Suisse

IBAN : CH48 0078 8000 0504 7817 8

BIC : BCGECHGGXXX

Service donateurs :

Rue du Grand-Pré 9
1202 Genève
Tél : + 41 (0) 22 342 40 53
Email : donateurs@coalitionplus.org



Groupe sida Genève

IBAN : CH78 0078 8000 A077 6077 6

BIC : BCGECHGGXXX

Service donateurs :

Rue du Grand-Pré 9
1202 Genève
Tél : 41 (0) 22 794 14 04
Email : donateurs@groupe sida.ch



Association de lutte contre le sida (ALCS)

RIB : 007 780 000 3562000000058 24

BIC : BCMAMAMCXXX

Service donateurs :

Rue Salim Cherkaoui
Quartier des hôpitaux
20360 Casablanca
Tél : +212 (0) 5 22 20 20 76
Email : alcs.dons@gmail.com



COALITION PLUS EST LABELLIÉE « DON EN CONFIANCE »

Le Comité de la Charte du Don en confiance est une association loi 1901 de droit privé, agissant en toute indépendance des pouvoirs publics. Elle a été créée en 1989 par de grandes associations et fondations sociales et humanitaires soucieuses de préserver et développer une relation de confiance avec leurs donateurs. Sa vocation est de promouvoir, à travers le label « Don en confiance » qu'elle accorde à ses membres, une plus grande rigueur pour permettre le don en confiance. Dans cette optique, elle a élaboré une Charte de déontologie à destination des associations et fondations faisant appel public à la générosité. Elle réunit aujourd'hui plus de 80 organisations, qui y adhèrent volontairement et s'engagent non seulement à respecter cette charte, mais également à se soumettre à son contrôle continu.

À l'issue de la période d'instruction de sa candidature, Coalition PLUS a obtenu le label « Don en confiance ». Cette labellisation signifie que Coalition PLUS satisfait aux quatre grands principes : transparence, respect du donateur, rigueur de la gestion, gestion désintéressée. Ce label est délivré pour trois ans renouvelables, au cours desquels un contrôle continu de respect de ces exigences est assuré par le Comité de la Charte du Don en confiance. Nous tenons à ce label et en sommes très fiers. La raison en est simple : chaque donateur a le droit de savoir comment est dépensé son argent et d'être assuré que Coalition PLUS fonctionne en toute transparence.

Pour en savoir plus sur le Comité de la Charte du Don en confiance :

www.donenconfiance.org



14, rue Scandicci, Tour Essor
93500 Pantin Cedex, France
Tél : + 33 1 77 93 97 25
coalitionplus@coalitionplus.org
www.coalitionplus.org



Membre de la Coalition
Internationale Sida

Lisbonne (Portugal)
geral@gatportugal.org
www.gatportugal.org



Membre de la Coalition
Internationale Sida

Pantin (France)
aides@aides.org
www.aides.org



Membre de la Coalition
Internationale Sida

Genève (Suisse)
info@groupesida.ch
www.groupesida.ch



Membre de la Coalition
Internationale Sida

Casablanca (Maroc)
alcs@menara.ma
www.alcs.ma



Membre de la Coalition
Internationale Sida

Cochabamba (Bolivia)
direccion@idhbolivia.org
www.idhbolivia.org



Membre de la Coalition
Internationale Sida

Bujumbura (Burundi)
anss_turiho@yahoo.fr
www.anssburundi.bi



Membre de la Coalition
Internationale Sida

Quito (Equateur)
kimirina@kimirina.org
www.kimirina.org



Membre de la Coalition
Internationale Sida

Bucarest (Roumanie)
aras@arasnet.ro
www.arasnet.ro



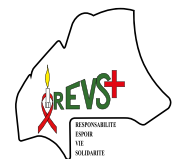
Membre de la Coalition
Internationale Sida

Port Louis (République de Maurice)
info@pils.mu
www.pils.mu



Membre de la Coalition
Internationale Sida

Bamako (Mali)
arcadsida@arcadsida.org
www.arcadsida.org



Membre de la Coalition
Internationale Sida

Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)
revs@fasonet.bf
www.revs.bf



Membre de la Coalition
Internationale Sida

Montréal (Canada)
info@cocqsida.com
www.cocqsida.com



Kinshasa (RDC)
contact@acsamocongo.org
www.acs-amocongo.njho.info



Dakar (Sénégal)
anacs@anacs.sn
www.anacs.sn





Saint-Denis, La Réunion (France)
contact@association-rive.org
www.association-rive.org



Coalition Internationale Sida, PLUS
Siège social : Tour Essor – 14 rue Scandicci
93508 Pantin Cedex – France
Tél : + 33 (0) 1 77 93 97 25 – Fax : + 33 (0) 1 77 93 97 09
Email : coalitionplus@coalitionplus.org



www.coalitionplus.org
  coalitionplus

